

L'Adresse—M. D. S. Macdonald

vement par diverses sources, mais je crois qu'il s'agira d'un montant qui ne sera pas inférieur à 240 millions pour les deux mois. Selon la taxe imposée par les pays exportateurs, le montant pourra atteindre 300 millions et même davantage.

Le premier ministre (M. Trudeau) a signalé dans son discours d'ouverture, à la conférence des premiers ministres sur l'énergie, le 22 janvier, que jamais depuis la débâcle mondiale de 1929 n'a-t-on vu une suite de bouleversements économiques aussi rapides et considérables ni que jamais la vie et la fortune des Canadiens de tous les coins du pays ont pu être bouleversées d'une façon aussi dramatique. L'augmentation de plus de 400 p. 100 du prix mondial du pétrole pendant une si courte période a eu de plus grandes répercussions dans la majorité des autres pays. Un événement d'une telle importance met surtout en lumière la responsabilité du gouvernement fédéral de prendre de justes mesures pour l'économie nationale et de voir à une distribution équitable des possibilités dans l'ensemble du Canada.

En assumant cette tâche, le gouvernement fédéral ne doit pas permettre que les énormes nouvelles recettes provenant de l'importante augmentation du prix du pétrole s'accumulent dans une région au point de rendre impossible l'égalité des chances et la réduction des disparités au Canada. C'est pour cela qu'une partie des nouvelles recettes sont utilisées pour amortir l'effet des importantes augmentations des frais d'importation du pétrole dans l'Est du Canada, ce qui aide les consommateurs de l'Est du pays. Cette mesure est conforme à l'objectif de notre collectivité canadienne qui consiste à répartir également les avantages et les inconvénients de tout changement soudain et important des prix ou de l'approvisionnement qui pourrait bouleverser l'économie nationale. C'est là une tâche importante qui requiert l'entière collaboration de tous les gouvernements provinciaux, mais elle tient tout de même compte de l'obligation du gouvernement fédéral d'élaborer et de coordonner les lignes de conduite qui influent directement sur la vie et le bien-être de tous les Canadiens.

Tirant ce problème du contexte national pour le placer sur le plan mondial, je voudrais parler de certaines consultations que j'ai eues au cours des derniers mois avec les gouvernements de pays consommateurs de pétrole, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni ainsi qu'avec les deux plus importants producteurs du Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Pour ce qui est du Moyen-Orient, mes conversations là-bas visaient deux principaux objectifs: tout d'abord, examiner de près les éléments qui pourraient influencer sur le prix futur et la sécurité de l'approvisionnement du pétrole de l'OPEP et deuxièmement me rendre compte de l'intérêt que les pays du Moyen-Orient porte à l'énergie nucléaire et notamment au réseau nucléaire CANDU. A première vue, il peut sembler étrange que des pays riches en pétrole s'intéressent activement à l'énergie atomique, mais ils sont conscients de la quantité limitée des ressources d'hydrocarbure, ce qui les incite à prendre dès maintenant des dispositions pour mettre au point un réseau hydro-électrique qui n'est pas subordonné au pétrole.

Je puis donner le bref compte rendu suivant de ces entretiens. Pour ce qui est de la sécurité des approvisionnements, on m'a assuré que le Canada ne figurait pas sur la liste des États frappés d'embargo et que les pays arabes reconnaissent bien le caractère particulier de notre situation quant à nos approvisionnements et à notre dépendance en matière de pétrole.

[M. Macdonald (Rosedale).]

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): La tendance des prix de ce produit n'est cependant pas encore tout à fait claire. Certains pays, notamment l'Arabie Saoudite, semblent se rendre compte de la nécessité de procéder à un certain recul par rapport au niveau actuel des prix internationaux, mais d'autres maintiennent qu'il faudra les relever de nouveau avant d'arriver à la vraie valeur marchande du produit.

Il est assez difficile à ce stade-ci de prédire quel sera le résultat des discussions sur le prix international du pétrole. Les pays membres de l'OPEP se rencontreront à la mi-mars à la fois pour discuter du niveau des prix qui seront en vigueur après le 1^{er} avril et se concerter sur la position à prendre aux réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies et possiblement dans leurs discussions avec les pays consommateurs de pétrole.

La hausse effarante des prix internationaux de ce produit a évidemment eu de très lourdes conséquences pour tous les pays importateurs, mais surtout pour les pays en voie de développement qui ne sont pas eux-mêmes producteurs de pétrole et qui risquent de voir subitement les progrès réalisés grâce à l'aide au développement qu'ils ont reçue annihilés par une montée du prix du pétrole.

Le chah d'Iran a reconnu ces difficultés.

● (1430)

L'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je suis désolé de devoir interrompre le député...

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (M. Laniel): ... mais en conformité d'un ordre spécial adopté plus tôt aujourd'hui, je dois maintenant interrompre les délibérations et mettre le sous-amendement aux voix. Que tous ceux qui sont en faveur du sous-amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Laniel): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Laniel): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Laniel): Qu'on appelle les députés.

(Le sous-amendement de M. Fortin, mis aux voix, est rejeté.)

● (1440)

(Vote n° 1)

POUR

Messieurs

Alexander
Alkenbrack
Allard
Andre
Arrol
Baker
Balfour

Bell
Blenkarn
Boisvert
Caouette
(Charlevoix)
Clark
(Rocky Mountain)

Clarke
(Vancouver
Quadra)
Coates
Cossitt
Crouse
Danforth